la cgt GERS

Sud / Solidaires Union syndicale

Occupation Circa Auch

Jeudi 26 Août

Rassemblement

AUCH 17h30

Devant la Préfecture

PUBLIC / PRIVE / JEUNES /RETRAITE-ES /CHOMEURS

Construisons notre futur !

Contacts : la CGT : 05 62 05 08 38 - SUD/SOLIDAIRES : 05 62 61 84 00

ipns : ne pas jeter sur la voie publique—janvier 2021

OUI À LA VACCINATION !
NI PASS, NI OBLIGATION !

La CGT, Solidaires, et les OCCUPANT.ES, réunies en intersyndicale le lundi 16 août, décident d'appeler à un rassemblement le jeudi 26 Août afin de combattre la loi relative à la gestion de la crise sanitaire, qui s'attaque à plusieurs grands principes constitutionnels :

* le droit à l'emploi,
* l'égalité et l'interdiction de discrimination,
* le respect de la vie privée et le droit à la protection sociale et de la santé publique.

C'est par l'information, la pédagogie, le débat que les doutes concernant la vaccination peuvent être levés et non par la menace et la contrainte.

Vaccination et pass sanitaire

La vaccination obligatoire de certaines professions sert à cacher l'incurie du gouvernement depuis le début de la pandémie. Alors que les personnels de santé ont été exposé-es sans protection, sans matériel adéquat pendant de nombreux mois, c'est la culpabilisation sur la vaccination, voir le licenciement qui leurs sont imposés. Les héros et héroïnes d'hier, qui étaient sommé-e-s de travailler auprès des patient-e-s même quand ils/elles étaient positives au covid, sont stigmatisé.es aujourd'hui.

Se faire vacciner doit rester un acte de volontariat. C'est l'information transparente, convaincre de cette nécessité qui doit primer. Il faut multiplier le travail de terrain et les points de vaccination pour rapprocher la possibilité de se faire vacciner du plus grand nombre, donner des droits sur le temps de travail... Il y a nécessité de fournir aux personnes les plus éloignées de l'information, les moyens d'appréhender le sujet et de répondre à leurs questions.

La pédagogie et les moyens plutôt que le bâton et l'autoritarisme. Ce n'est pas une forme de répression, de restriction des droits, le contrôle chaque jour un peu plus poussé de la population, qui pourra nous faire aller vers une responsabilisation collective sereine. L'annonce de sanctions professionnelles à partir du 15 septembre ou de privation de salaire ne sont pas acceptables. L'autoritarisme se cache souvent sous les meilleures intentions et malheureusement les lois sécurité globale, et "séparatisme" nous ont déjà prouvé les dérives autoritaires et liberticides de ce gouvernement.

Où sont les moyens pour le service public de santé ?

Les choix qui sont faits ne remettent toujours pas en cause les politiques néolibérales qui ont cassé l'hôpital et plus généralement le service public de santé, et mis en danger les malades et les soignant-es lors des premières vagues.

Nous voulons vaincre ce virus. Nous portons des revendications dans ce sens depuis le début de la crise. Cela passe par la gratuité des masques, la création de lits et de services et le recrutement massif des personnels nécessaires dotés des moyens matériels indispensables pour les hôpitaux publics, les EHPAD, les acteurs-rices du social et médico-social, un accès facile aux soins sur l'ensemble des territoires.

La lutte contre le virus est internationale. Les annonces de "dons de vaccins" sont une fois de plus l'exercice du pouvoir des pays riches sur les plus pauvres. Croire que nous pourrons vaincre la maladie sur un seul territoire est un leurre. Pour bloquer le virus, c'est une solidarité mondiale qu'il faut développer, qui passe par la levée des brevets sur les vaccins et les traitements anti covid, et enfin la constitution d'un pôle public du médicament pour en finir avec les lobbys pharmaceutiques en pleine course au profit.

Fuite en avant anti-sociale

Malgré les difficultés rencontrées au quotidien par la population, Macron annonce qu'il va continuer sa casse sociale (nos retraites et notre protection sociale, nos services publics, les indemnisations des chômeuses et chômeurs... sont les cibles). C'est une véritable remise en cause de notre modèle social et une volonté de destruction de notre protection.

Et toujours rien sur l'urgence écologique!

Le monde d'après de Macron, c'est bien celui d'avant en pire.

Il est temps de passer à l'action!

La CGT, les OCCUPANT.ES et SUD/Solidaires du Gers appellent donc à une rassemblement jeudi 26 août 2021 à partir de 17h30 place du Préfet ERIGNAC, devant la préfec-

Contacts Gers : la CGT : 05 62 05 08 38 - SUD/SOLIDAIRES : 05 62 61 84 00

ipns : ne pas jeter sur la voie publique—Août 2021